

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 40

**Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires
et le Code de procédure civile et instituant
le Conseil de la magistrature**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la justice

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi modifie principalement la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20).

Il modifie le territoire sous la juridiction concurrente des juges du district de Bedford et du district de Saint-Hyacinthe.

Il crée les postes de juges en chef associés et, pour le district judiciaire de Montréal, les postes de juges en chef adjoints, tant à la Cour provinciale qu'à la Cour des sessions de la paix et au Tribunal de la jeunesse et augmente en conséquence d'un juge les effectifs de chacune de ces cours; il permet aussi la désignation de six juges coordonnateurs dans chacune de ces cours et il définit les fonctions de ces juges.

Il prévoit aussi que les juges en chef, les juges en chef associés, les juges en chef adjoints et les juges coordonnateurs sont nommés pour un mandat de cinq ans, renouvelable une seule fois.

Il prévoit également la possibilité d'adopter un règlement visant à instaurer une procédure de sélection des juges.

Il autorise le gouvernement à fixer, par règlement, le traitement des juges, ainsi que les régimes d'avantages sociaux autres que la pension.

Il établit par ailleurs un nouveau régime de retraite des juges qui sera contributif et qui sera applicable aux juges nommés à compter du dépôt du projet de loi ainsi qu'aux juges nommés avant cette date et qui en font la demande, sous réserve de modalités particulières.

Il instaure un Conseil de la magistrature, composé de juges, d'avocats et de représentants du public qui aura notamment pour fonctions d'adopter un code de déontologie et d'examiner les plaintes formulées contre un juge. À cet effet, le Conseil pourra créer un comité d'enquête ad hoc et le rapport d'enquête pourra conclure à la réprimande ou recommander au ministre de la Justice de présenter à la Cour d'appel une requête en destitution du

juge impliqué. Le projet de loi prévoit également, outre les cas qui seront déterminés par le code de déontologie, des règles précises pouvant donner ouverture à des plaintes.

Le projet reconnaît enfin au Tribunal de la jeunesse le statut de tribunal de juridiction mixte et pourvoit à d'autres modifications mineures.

Art. 1. La modification proposée a pour effet d'accorder une juridiction concurrente aux tribunaux siégeant dans les districts de Bedford et de Saint-Hyacinthe sur le territoire des municipalités de canton de Sainte-Cécile de Milton et de Saint-Valérien de Milton.

Art. 2. La modification proposée à l'article 71 de la Loi des tribunaux judiciaires a pour effet d'indiquer dans cet article la composition de la cour et d'augmenter de soixante-sept à soixante-huit le nombre de juges.

Art. 3. La modification est de concordance; les règles établies aux alinéas supprimés sont traitées de nouveau aux articles 2, 4 et 6 du projet.

Projet de loi n° 40

Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires
et le Code de procédure civile et instituant
le Conseil de la magistrature

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 20,
a. 59e,
remp.

1. L'article 59e de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), édicté par l'article 7 du chapitre 17 des lois de 1977, est remplacé par le suivant:

Juridiction
concur-
rente.

«**59e.** Les tribunaux, les juges de ces tribunaux et les juges de paix siégeant dans le district judiciaire de Bedford ont juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire de Saint-Hyacinthe suivant leur compétence respective dans les affaires civiles, criminelles et pénales, sur le territoire des municipalités de la ville de Saint-Césaire, du village d'Ange-Gardien, des paroisses de Saint-Ange-Gardien, de Saint-Césaire, de Saint-Paul d'Abbotsford et des cantons de Sainte-Cécile de Milton et de Saint-Valérien de Milton.»

S.R., c. 20,
a. 71, remp.

2. L'article 71 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Cour des
sessions de
la paix.

«**71.** La Cour des sessions de la paix est un tribunal d'archives et la juridiction de ses juges s'étend à toute la province.

Composi-
tion.

La Cour est composée d'au plus soixante-huit juges dont un juge en chef, un juge en chef associé et un juge en chef adjoint.»

S.R., c. 20,
a. 72, mod.

3. L'article 72 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 3 du chapitre 15 des lois de 1968, l'article 4 du chapitre 19 des lois de 1969, l'article 3 du chapitre 14 des lois de 1971, l'article 7 du chapitre 11 des lois de 1972, l'article 12 du chapitre 13 et l'article 6 du chapitre 39 des lois de 1973, l'article 25 du chapitre 11 des lois de 1974, l'article

Art. 4. Cet article remplace l'article 72a de la Loi des tribunaux judiciaires par quatre articles:

a) l'article 72a crée un poste de juge en chef et un poste de juge en chef adjoint à la Cour des sessions de la paix et il indique que les mandats à ces postes sont de cinq ans, renouvelables une seule fois;

b) l'article 72b crée les postes de juges coordonnateurs;

c) l'article 72c permet d'adopter par règlement des critères de sélection des juges; et

d) l'article 72d reprend la règle de l'actuel article 72a.

10 du chapitre 10 des lois de 1975, l'article 4 du chapitre 8 des lois de 1976 et l'article 8 du chapitre 17 des lois de 1977, est de nouveau modifié par la suppression des neuf derniers alinéas.

Id., a. 72a-
72d, aj.

4. L'article 72a de ladite loi, édicté par l'article 13 du chapitre 13 des lois de 1973 et modifié par l'article 1 du chapitre 14 des lois de 1973, est remplacé par les suivants:

Juge en
chef.

«**72a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un juge en chef de la Cour des sessions de la paix, avec résidence à Québec ou à Montréal, selon qu'il le détermine.

Juge en
chef
associé.

Il peut aussi nommer un juge en chef associé de la cour avec résidence à Montréal, si le juge en chef réside à Québec, ou à Québec, si le juge en chef réside à Montréal, de même qu'un juge en chef adjoint avec résidence à Montréal.

Mandat.

Le juge en chef, le juge en chef associé et le juge en chef adjoint sont nommés pour une période de cinq ans; leur mandat ne peut être renouvelé qu'une seule fois.

Juges
coordon-
nateurs.

«**72b.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer au plus trois juges coordonnateurs pour chacune des divisions de Montréal et de Québec.

Mandat.

Les juges coordonnateurs sont nommés pour une période de cinq ans; leur mandat ne peut être renouvelé qu'une seule fois.

Règlement
du lt.-g.
en c.

«**72c.** Pour l'application de l'article 72, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, établir une procédure de sélection des personnes aptes à être nommées juges des sessions; à cette fin, il peut notamment:

a) déterminer la manière dont une personne peut se porter candidate à une charge de juge;

b) autoriser le ministre de la justice à former un comité de sélection pour évaluer l'aptitude des candidats à une charge de juge et pour lui fournir un avis sur eux;

c) fixer la composition et le mode de nomination des membres d'un comité;

d) fixer les indemnités et les allocations que les membres d'un comité peuvent recevoir;

e) déterminer les critères de sélection dont un comité tient compte;

f) déterminer les renseignements qu'un comité peut requérir d'un candidat et les consultations qu'il peut faire.

Entrée en
vigueur.

Un règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qui y est fixée.

Art. 5. Le remplacement proposé par cet article a pour effet de permettre au gouvernement de fixer le traitement des juges par règlement et de fixer aussi de cette manière la rémunération additionnelle attachée à la fonction de juge en chef associé, de juge en chef adjoint ou de juge coordonnateur.

Art. 6. Le remplacement proposé par cet article a pour effet d'introduire à la Loi des tribunaux judiciaires douze nouveaux articles (75 à 75k) qui ont trait à l'organisation administrative de la cour et à la définition des fonctions des juge en chef, juge en chef associé, juge en chef adjoint et juges coordonnateurs. Ces articles développent certaines règles qui étaient exprimées à l'article 72.

Fonctions
judiciaires
exercées
par juge
retraité.

«**72d.** À la demande du juge en chef, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour le temps qu'il détermine et s'il l'estime conforme aux intérêts de la justice, autoriser un juge des sessions à la retraite à exercer les fonctions judiciaires que le juge en chef lui assigne. Ce juge reçoit alors le traitement d'un juge des sessions duquel il est déduit une somme égale au montant de sa pension.»

S.R., c. 20,
a. 74, remp.

5. L'article 74 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 5 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 6 du chapitre 19 des lois de 1969 et les articles 2 et 3 du chapitre 14 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

Traitement
et rémuné-
ration addi-
tionnelle.

«**74.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe, par règlement, le traitement des juges des sessions, ainsi que la rémunération additionnelle attachée à une fonction de juge en chef, de juge en chef associé, de juge en chef adjoint ou de juge coordonnateur. Le traitement et les montants de la rémunération additionnelle ainsi fixés ne peuvent être réduits.

Paie-
ment.

Ces traitements et les rémunérations additionnelles sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

Entrée en
vigueur.

Un règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à une date antérieure ou ultérieure qui y est fixée.»

S.R., c. 20,
a. 75, remp.
aa. 75a-
75k, aj.

6. L'article 75 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 18 des lois de 1969, est remplacé par les suivants:

Fonctions
du juge en
chef.

«**75.** Le juge en chef est chargé, en matière judiciaire, des politiques générales de la Cour.

Idem.

Il a aussi pour fonction de s'assurer que les juges des sessions exercent leurs fonctions de manière satisfaisante et qu'ils respectent le code de déontologie.

Id., pour
juge en
chef
associé.

«**75a.** Le juge en chef associé exerce les pouvoirs du juge en chef sous l'autorité de ce dernier.

Juridiction
administra-
tive du juge
en chef ou
du juge en
chef
associé.

«**75b.** La juridiction administrative du juge en chef ou du juge en chef associé s'étend, s'il réside à Montréal, aux districts judiciaires énumérés dans l'article 23 qui forment la division de Montréal ou, s'il réside à Québec, aux districts énumérés dans l'article 24 qui forment la division de Québec.

Fonctions
des juges
des
sessions.

«**75c.** Dans la division où il a sa résidence, le juge en chef ou le juge en chef associé coordonne, répartit et surveille le travail des juges qui, à cet égard, doivent se soumettre à ses ordres et à ses directives.

Juge en
chef
adjoint.

«**75d.** Le juge en chef adjoint assiste dans l'exercice de ses fonctions le juge en chef ou le juge en chef associé ayant résidence dans la ville de Montréal; il exerce les pouvoirs du juge en chef ou du juge en chef associé dans la mesure que celui-ci détermine.

Autorité
du juge en
chef associé
et du juge
en chef
adjoint.

«**75e.** L'autorité du juge en chef associé et du juge en chef adjoint est celle du juge en chef; leurs ordres doivent être exécutés de la même manière que ceux du juge en chef et leur signature officielle donne force et autorité à tout document qui est du ressort du juge en chef.

Juridiction
du juge
coordon-
nateur.

«**75f.** Un juge coordonnateur exerce ses fonctions dans le district où il réside ainsi que dans les districts indiqués dans son acte de nomination.

Fonctions.

Il coordonne et répartit, dans ces districts, le travail des juges, il voit à la distribution des causes et à la fixation des séances de la cour et il conseille le juge en chef ou le juge en chef associé dans les matières qui intéressent les districts où il oeuvre.

Absence,
etc., du
juge en
chef.

«**75g.** En cas d'absence ou d'incapacité temporaires du juge en chef ou, suivant le cas, du juge en chef associé qui réside à Montréal, le juge en chef adjoint peut remplir les fonctions du juge en chef ou, suivant le cas, du juge en chef associé jusqu'à ce que celui-ci reprenne l'exercice de ses fonctions ou soit remplacé.

Juge en
chef, etc.,
remplacé
temporai-
rement par
lt.-G. en c.

«**75h.** Sous réserve de l'article 75g, en cas d'absence ou d'incapacité temporaires du juge en chef, du juge en chef associé ou du juge en chef adjoint ou en cas de vacance à l'un de ces postes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner un autre juge pour exercer les fonctions du juge en chef, du juge en chef associé ou, suivant le cas, du juge en chef adjoint jusqu'à ce que le juge reprenne l'exercice de ses fonctions ou soit remplacé.

Rémuné-
ration ad-
ditionnelle.

Durant cette période, le juge ainsi désigné, reçoit la rémunération additionnelle attachée au poste qu'il occupe temporairement.

Absence,
etc., d'un
juge coord-
onnateur.

«**75i.** En cas d'absence ou d'incapacité temporaires d'un juge coordonnateur, le juge en chef et le juge en chef associé peuvent, avec l'approbation préalable du ministre de la justice, désigner un autre juge pour exercer temporairement ses fonctions.

Rémuné-
ration addi-
tionnelle.

Durant cette période le juge ainsi désigné reçoit la rémunération additionnelle attachée au poste de juge coordonnateur.

Fonctions
continues.

«**75j.** Un juge en chef, un juge en chef associé, un juge en chef adjoint ou un juge coordonnateur demeure en fonction malgré l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

Art. 7. Le remplacement proposé par cet article vise à indiquer devant quelles personnes les serments d'office sont prêtés.

Art. 8. Le remplacement proposé par cet article règle le mode de consultation des juges, vise à permettre l'adoption de règles de pratique particulières pour les districts de Montréal et de Québec, et prévoit la publication et l'affichage des règles adoptées.

Art. 9. Le remplacement proposé a pour effet de soumettre les juges des sessions aux mêmes règles que celles qui prévalent pour les juges de la Cour provinciale en regard des rapports d'activités.

Exercice
de la fonc-
tion de
juge des
sessions.
Traitement
et rémuné-
ration ad-
ditionnelle.

Il demeure juge des sessions lorsqu'il cesse d'exercer la fonction qu'il occupait.

«**75k.** Un juge des sessions qui a exercé la fonction de juge en chef, de juge en chef associé, de juge en chef adjoint ou de juge coordonnateur pendant au moins cinq ans a droit de recevoir, jusqu'à ce que son traitement de juge des sessions soit égal au montant du traitement et de la rémunération additionnelle qu'il recevait lorsqu'il a cessé d'occuper cette fonction, la différence entre ce dernier montant et son traitement.»

S.R., c. 20,
a. 78, remp.

7. L'article 78 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Serment.

«**78.** Un juge des sessions doit, avant d'entrer en fonctions, prêter, devant le juge en chef, le juge en chef associé ou le juge en chef adjoint des sessions, le serment d'office suivant:

«Je, (*nom et prénom*), jure de remplir fidèlement, impartialement et honnêtement, au meilleur de ma capacité et de mes connaissances, tous les devoirs de juge des sessions et d'en exercer de même tous les pouvoirs.»

S.R., c. 20,
a. 89,
remp.,
a. 89a, aj.
Règles de
pratique.

«**8.** L'article 89 de ladite loi est remplacé par les suivants:

«**89.** La majorité des juges des sessions, soit à une assemblée convoquée à cette fin par le juge en chef, soit par voie de consultation par courrier tenue et certifiée par celui-ci, peuvent adopter, pour un ou plusieurs districts judiciaires, les règles de pratique nécessaires pour déterminer la procédure à suivre dans les causes mues devant eux et pour le maintien du bon ordre, du decorum et du fonctionnement de la cour.

Règles
rempla-
cées, etc.

La majorité des juges des sessions nommés soit pour le district de Montréal, soit pour le district de Québec peuvent toutefois remplacer ces règles, les modifier ou les compléter par des règles particulières applicables seulement dans leur district respectif.

Entrée en
vigueur.

«**89a.** Les règles de pratique sont soumises à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et entrent en vigueur dix jours après leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Transcrip-
tion dans
un registre.

Elles doivent, aussitôt après cette publication, être transcrites dans un registre tenu à cette fin par les greffiers, et avis doit en être affiché au greffe de la cour, dans chacun des districts où elles s'appliquent.»

S.R., c. 20,
a. 90,
remp.

9. L'article 90 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Art. 10. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 11. *La modification proposée est de concordance avec l'institution du Conseil de la magistrature.*

Art. 12. *La modification proposée a pour effet:*

a) *par l'article 100b, d'indexer les pensions versées en vertu des articles 91 à 100a de la Loi des tribunaux judiciaires, aux juges admis à la retraite avant la date du dépôt du projet de loi ou à leur veuve;*

b) *par l'article 100c, de permettre au gouvernement d'établir, par règlement, un régime d'avantages sociaux au bénéfice des juges.*

Art. 13. *La modification proposée a pour effet de classer le Tribunal de la jeunesse dans les tribunaux de juridiction mixte plutôt que dans les tribunaux de juridiction criminelle.*

Disposi-
tions appli-
cables. «**90.** Les articles 124 et 134 à 136 s'appliquent, en les adap-
tant, aux juges des sessions.»

S.R., c. 20,
a. 94, mod. **10.** L'article 94 de ladite loi, modifié par l'article 13 du cha-
pitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session) et l'article 29 du chapitre 11
des lois de 1974, est de nouveau modifié par la suppression du
deuxième alinéa.

Id., a. 94a,
aj. **11.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 94,
du suivant:

Incapacité
établie par
le Conseil
de la magis-
trature. «**94a.** L'incapacité visée dans les articles 92 et 94 est établie,
après enquête, par le Conseil de la magistrature, à la demande du
ministre de la justice.»

S.R., c. 20,
aa. 100a-
100c, aj. **12.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 100,
de ce qui suit:

Interpré-
tation. «**100a.** Pour l'application des articles 91 à 100, l'expression
«juge en chef» comprend un juge en chef associé ou un juge en chef
adjoint.

Disposition
applicable. «**100b.** L'article 249 s'applique à une pension payée en vertu
des articles 91 à 100a au juge admis à la retraite avant le (*insérer
ici la date qui suit celle du dépôt du présent projet de loi*) ou à sa
veuve.

« § 3.—Des autres avantages sociaux

Avantages
sociaux. «**100c.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règle-
ment, établir les avantages sociaux autres que la pension dont les
juges des sessions peuvent bénéficier et fixer la contribution de ces
dernier.

Entrée en
vigueur. Un règlement adopté en vertu du présent article entre en
vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du
Québec* ou à une date ultérieure qui y est fixée.»

S.R., c. 20,
sec. IV et
int. remp. **13.** Ladite loi est modifiée par le remplacement de l'expres-
sion «Section IV» et de l'intitulé qui précèdent l'article 101 par ce
qui suit:

Art. 14. La modification proposée porte de quarante-deux à quarante-trois le nombre de juges du Tribunal de la jeunesse.

Art. 15. Le remplacement proposé a pour effet de permettre au juge en chef associé du tribunal et au juge en chef adjoint de nommer un juge suppléant, avec l'approbation préalable du ministre de la Justice.

Art. 16. La modification proposée a pour effet de créer le poste de juge en chef associé du Tribunal. Les autres alinéas supprimés concernaient l'administration de la cour; il y est pourvu à l'article 17 du projet.

Art. 17. Le remplacement proposé a pour effet d'appliquer aux juges du tribunal les mêmes règles que celles prévues pour les juges de la Cour des sessions de la paix en ce qui concerne les juges coordonnateurs (72b), la sélection (72c), les juges retraités (72d), l'exclusivité des fonctions judiciaires (73), les traitements (74), l'organisation administrative du tribunal (75 à 76), les règles de pratique (89 et 89a), les régimes de retraite et d'avantages sociaux (91 à 97, 100 à 100c), les indemnités (124) et les districts où les juges siègent et les rapports d'activités (134 à 136).

«TROISIÈME PARTIE

«DES TRIBUNAUX DE JURIDICTION MIXTE

«SECTION I

«DU TRIBUNAL DE LA JEUNESSE».

Id., a. 102,
mod.

14. L'article 102 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 12 du chapitre 19 des lois de 1969, l'article 5 du chapitre 10 des lois de 1970, l'article 4 du chapitre 14 des lois de 1971, l'article 5 du chapitre 8 des lois de 1976 et l'article 139 du chapitre 20 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Nombre de
juges.

«Le nombre de ces juges, y compris le juge en chef, le juge en chef associé ou le juge en chef adjoint, ne doit pas excéder quarante-trois.»

S.R., c. 20,
a. 103,
remp.

15. L'article 103 de ladite loi, modifié par l'article 18 du chapitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session), est remplacé par le suivant:

Suppléant.

«**103.** En cas d'absence ou d'incapacité temporaires d'un juge du Tribunal de la jeunesse, le juge en chef, le juge en chef associé ou le juge en chef adjoint du tribunal peut, avec l'approbation préalable du ministre de la justice, lui désigner un suppléant.

Juridiction
et traite-
ment.

Celui-ci exerce la juridiction du juge qu'il remplace pendant l'absence de ce dernier. Il reçoit le traitement que fixe le ministre de la justice.»

S.R., c. 20,
a. 104,
mod.

16. L'article 104 de ladite loi, modifié par l'article 30 du chapitre 11 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement des cinq derniers alinéas par les suivants:

Juge en
chef
associé.

«Il peut aussi nommer un juge en chef associé du Tribunal de la jeunesse avec résidence à Montréal, si le juge en chef réside à Québec, ou à Québec, si le juge en chef réside à Montréal, de même qu'un juge en chef adjoint avec résidence à Montréal.

Mandat.

Le juge en chef, le juge en chef associé et le juge en chef adjoint sont nommés pour une période de cinq ans; leur mandat ne peut être renouvelé qu'une seule fois.»

S.R., c. 20,
a. 105,
remp.

17. L'article 105 de ladite loi, modifié par l'article 19 du chapitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 10 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 5 du chapitre 15 des lois de 1968, l'article 4 du chapitre 18 et l'article 13 du chapitre 19 des lois de 1969 et les articles 4 et 5 du chapitre 14 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

Art. 18. La modification proposée a pour effet de donner aux juges du Tribunal de la jeunesse les pouvoirs d'un ou de deux juges de paix afin de leur permettre dans l'application de la Loi de la protection de la jeunesse d'exercer une juridiction complète en matière d'infractions aux lois provinciales commises par des mineurs.

Art. 19. Le remplacement proposé opère une concordance.

Art. 20. La modification proposée est de concordance.

Art. 21. L'abrogation opère une concordance.

Art. 22. La modification proposée est de concordance.

Disposi-
tions ap-
plicables.

«**105.** Les articles 72*b*, 72*d*, 73, 75 à 76, 89, 89*a*, 91 à 97, 100 à 100*c*, 124 et 134 à 136 s'appliquent, en les adaptant, aux juges du Tribunal de la jeunesse.

Idem.

De plus, un règlement adopté en vertu des articles 72*c* ou 74 s'applique à ces juges de la même manière qu'il s'applique aux juges des sessions.»

S.R., c. 20,
a. 107*a*, aj.

18. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 107, du suivant:

Juge de
paix
d'office.

«**107*a*.** Un juge du Tribunal de la jeunesse est d'office juge de paix pour tous les districts pour lesquels ce tribunal est établi; il est revêtu des droits et pouvoirs d'un ou de deux juges de paix, suivant le cas, quand même il n'aurait pas la qualité foncière exigée par la loi de toute autre personne remplissant les fonctions de juge de paix.»

S.R., c. 20,
a. 108,
rempl.

19. L'article 108 de ladite loi, modifié par l'article 20 du chapitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session) et remplacé par l'article 141 du chapitre 20 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Serment.

«**108.** Un juge du Tribunal de la jeunesse doit, avant d'entrer en fonction, prêter, devant le juge en chef, le juge en chef associé ou le juge en chef adjoint de ce tribunal, le serment d'office suivant:

«Je, (*nom et prénom*), jure de remplir fidèlement, impartialement et honnêtement, au meilleur de ma capacité et de mes connaissances, tous les devoirs de juge du Tribunal de la jeunesse et d'en exercer tous les pouvoirs.»

S.R., c. 20,
a. 108*a*,
mod.

20. L'article 108*a* de ladite loi, édicté par l'article 141 du chapitre 20 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Désigna-
tion d'un
juge du
tribunal
pour
l'orienta-
tion d'un
mineur.

«**108*a*.** Le ministre de la justice peut, après consultation du juge en chef ou du juge en chef associé, désigner un juge du tribunal pour décider de l'orientation d'un mineur conformément à l'article 60 de la Loi de la protection de la jeunesse.»

S.R., c. 20,
a. 116, ab.

21. L'article 116 de ladite loi, modifié par l'article 21 du chapitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session), est abrogé.

Id., int.,
rempl.

22. Ladite loi est modifiée par le remplacement de ce qui suit l'article 116*c*, édicté par l'article 145 du chapitre 20 des lois de 1977 et de ce qui précède l'article 117 par ce qui suit:

Art. 23. La modification proposée porte de cent quarante-neuf à cent cinquante le nombre de juges de la Cour provinciale, vu la création d'un poste de juge en chef associé.

Art. 24. La modification proposée a pour effet de créer le poste de juge en chef associé de la cour. Les autres alinéas supprimés concernaient l'administration de la cour; il y est pourvu par l'article 27.

Art. 25. Le remplacement proposé a pour effet d'indiquer les personnes devant lesquelles les serments d'office sont prêtés.

«SECTION II

“DE LA COUR PROVINCIALE

“§ 1.—*Des juges de la Cour provinciale, de leurs pouvoirs et de leurs officiers*».

Id., a. 117,
mod.

23. L'article 117 de ladite loi, remplacé par l'article 22 du chapitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session), modifié par l'article 7 du chapitre 7 des lois de 1966, remplacé par l'article 11 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, modifié par l'article 6 du chapitre 15 des lois de 1968, l'article 14 du chapitre 19 des lois de 1969, l'article 6 du chapitre 10 des lois de 1970, remplacé par l'article 5 du chapitre 14 des lois de 1971, modifié par l'article 9 du chapitre 11 des lois de 1972, l'article 14 du chapitre 13 et l'article 7 du chapitre 39 des lois de 1973, l'article 31 du chapitre 11 des lois de 1974, l'article 11 du chapitre 10 et l'article 41 du chapitre 45 des lois de 1975 et l'article 6 du chapitre 8 des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Juges de la
Cour
provinciale.

«**117.** La Cour provinciale est composée de cent cinquante juges nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, par commission sous le grand sceau, soit: un juge en chef, un juge en chef associé, un juge en chef adjoint et cent quarante sept juges puînés.»

S.R., c. 20,
a. 118,
mod.

24. L'article 118 de ladite loi, modifié par l'article 32 du chapitre 11 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement des huit derniers alinéas par les suivants:

Juge en
chef
associé.

«Il peut aussi nommer un juge en chef associé de la Cour provinciale avec résidence à Montréal si le juge en chef réside à Québec, ou à Québec, si le juge en chef réside à Montréal, de même qu'un juge en chef adjoint avec résidence à Montréal.

Mandat.

Le juge en chef, le juge en chef associé et le juge en chef adjoint sont nommés pour une période de cinq ans; leur mandat ne peut être renouvelé qu'une seule fois.»

S.R., c. 20,
a. 121,
remp.
Serment.

25. L'article 121 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**121.** Un juge de la Cour provinciale doit, avant d'entrer en fonction, prêter, devant le juge en chef, le juge en chef associé ou le juge en chef adjoint de cette cour, le serment d'office suivant:

«Je, (*nom et prénom*), jure de remplir fidèlement, impartialement et honnêtement, au meilleur de ma capacité et de mes connaissances, tous les devoirs de juge de la Cour provinciale et d'en exercer tous les pouvoirs.»

Art. 26. *L'abrogation proposée est de concordance.*

Art. 27. *Le remplacement proposé a pour effet de rendre applicable aux juges de la Cour provinciale les mêmes règles que celles qui s'appliquent aux juges des sessions ou du Tribunal de la jeunesse, en regard des juges coordonnateurs, de la sélection, de l'exclusivité des fonctions, des traitements, de l'organisation administrative de la cour, des régimes de retraite et d'avantages sociaux. Il établit également certaines concordances à l'égard des juges du tribunal du travail et du tribunal des transports.*

Art. 28. *La modification proposée a pour effet de permettre aux juges de la Cour provinciale qui exercent une juridiction pénale d'adopter des règles de pratique, ou d'appliquer celles adoptées par les juges des sessions.*

S.R., c. 20,
a. 123, ab.

26. L'article 123 de ladite loi, modifié par l'article 23 du chapitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 12 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 15 du chapitre 19 des lois de 1969 et les articles 6 et 7 du chapitre 14 des lois de 1973, est abrogé.

S.R., c. 20,
a. 125,
mod.

27. L'article 125 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 7 du chapitre 15 des lois de 1968, l'article 5 du chapitre 18 et l'article 17 du chapitre 19 des lois de 1969, l'article 3 du chapitre 5 et l'article 184 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement des trois premiers alinéas par les suivants:

Disposi-
tions appli-
cables.

«**125.** Les articles 72*b*, 72*d*, 73, 75 à 76, 91 à 97, 100 à 100*c* s'appliquent, en les adaptant, aux juges de la Cour provinciale. De plus, un règlement adopté en vertu des articles 72*c* ou 74 s'applique à ces juges de la même manière qu'il s'applique aux juges des sessions.

Fonctions
de membre
du tribunal
des trans-
ports ou
tribunal du
travail
exercées.

Un juge de la Cour provinciale peut exercer, en outre des fonctions visées dans l'article 73, celle de membre du tribunal des transports ou du tribunal du travail. Il est alors considéré en congé sans traitement, mais la rémunération qui lui est payable pendant qu'il exerce ces fonctions est égale au traitement qu'il recevrait en vertu de la présente loi, pour la même période, s'il n'était pas ainsi en congé; en outre, le président du tribunal des transports et le juge en chef ou le juge en chef adjoint du tribunal du travail ont droit au même statut, à la même rémunération additionnelle et, le cas échéant, à la même pension qu'ils recevraient s'ils étaient respectivement, juge en chef et juge en chef associé de la Cour provinciale. La pension des juges de ces tribunaux est régie par la présente loi et leur traitement, leur rémunération additionnelle et leur pension sont payés sur le fonds consolidé du revenu.»

S.R., c. 20,
a. 127*a*,
127*b*, aj.

28. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 127, des suivants:

Règles de
pratique.

«**127*a*.** La majorité des juges de la Cour provinciale nommés pour les districts où les juges de cette cour exercent une juridiction en matière pénale, peuvent, soit à une assemblée convoquée à cette fin par le juge en chef, soit par voie de consultation par courrier tenue et certifiée par celui-ci, choisir d'appliquer dans ces districts les règles de pratique adoptées suivant le premier alinéa de l'article 89 ou adopter eux-mêmes, pour ces districts, les règles de pratique nécessaires pour déterminer la procédure à suivre dans les causes mues devant eux et pour le maintien du bon ordre, du decorum et du fonctionnement de la cour.

Entrée en
vigueur.

«**127*b*.** Les règles de pratique adoptées par les juges de la Cour provinciale en vertu de l'article 127*a* sont soumises à l'appro-

Art. 29. Le remplacement proposé opère certaines concordances et ajoute certaines indications aux rapports d'activités des juges.

Art. 30. La modification proposée est de concordance.

bation du lieutenant-gouverneur en conseil et entrent en vigueur dix jours après leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Transcription dans un registre.

Elles doivent, aussitôt après cette publication, être transcrites dans un registre tenu à cette fin par les greffiers, et avis doit en être affiché au greffe de la cour, dans chacun des districts où elles s'appliquent.»

S.R., c. 20, aa, 134-136, remp.

29. Les articles 134 à 136 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

District étranger.

«**134.** Le juge en chef ou le juge en chef associé de la Cour provinciale peut, pour le temps qu'il indique, donner instruction à un juge de la cour de siéger dans un district autre que celui pour lequel il a été nommé.

Rapport par le juge en chef, etc.

«**135.** Le juge en chef ou le juge en chef associé doit faire rapport au ministre de la justice des instructions données en vertu de l'article 134, à l'expiration de chaque mois.

Rapport par un juge de la Cour provinciale.

«**136.** Chaque juge de la Cour provinciale doit, à l'expiration de chaque mois, transmettre au juge en chef ou au juge en chef associé dont il relève un rapport mentionnant:

a) le nombre de jours où il a tenu séance et, pour chaque jour, le temps qui y a été consacré;

b) le nombre de causes entendues par lui pendant le mois;

c) le nom des parties;

d) l'endroit et la date de l'audition;

e) le nombre de causes prises en délibéré et le temps consacré à chaque délibéré;

f) la date du jugement;

g) la nature du jugement; et

h) tout autre renseignement requis par le juge en chef ou le juge en chef associé.

Copie au ministre de la justice.

Le juge en chef ou le juge en chef associé transmettent une copie de ce rapport au ministre de la justice.

Formule.

Le ministre de la justice peut prescrire la formule à utiliser pour la préparation de ce rapport.»

S.R., c. 20, a. 140, mod.

30. L'article 140 de ladite loi, remplacé par l'article 28 du chapitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session), est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Dates et durée des séances.

«Le juge en chef ou le juge en chef associé, chacun dans la division qu'il préside, fixe les dates et la durée des séances de la

Art. 31. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 32. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 33. *Cet article a pour effet d'ajouter deux nouvelles parties à la Loi des tribunaux judiciaires, soit: une sixième partie sur la retraite et la pension des juges et une septième partie sur le Conseil de la magistrature, le perfectionnement des juges et la déontologie judiciaire.*

cour, selon qu'il le juge à propos, pour l'expédition des affaires de la cour.»

S.R., c. 20,
sec. II,
remp.

31. Ladite loi est modifiée par le remplacement, dans l'intitulé qui précède l'article 168, de l'expression «SECTION II» par l'expression «SECTION III».

Id., a. 198b,
aj.

32. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 198a, du suivant:

Traitement
d'un juge
de paix.

«**198b.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement d'un juge de paix auquel l'article 198a s'applique.»

S.R., c. 20,
aa. 233-290,
aj.

33. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 232, de ce qui suit:

«SIXIÈME PARTIE

«LA RETRAITE ET LA PENSION DES JUGES

Appli-
cation.

«**233.** La présente partie s'applique à un juge de la Cour des sessions de la paix, du Tribunal de la jeunesse ou de la Cour provinciale nommé depuis le (*insérer ici la date du dépôt du présent projet de loi*).

Idem.

Elle s'applique aussi à un juge de l'une de ces cours nommé avant cette date s'il a fait l'option prévue par l'article 37 de la Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 40*).

Adminis-
tration du
régime de
retraite.

«**234.** Le régime de retraite et de pension établi par la présente partie est administré par la Commission administrative du régime de retraite constituée par la Loi du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12).

Âge de la
retraite.

«**235.** Le juge qui a atteint l'âge de soixante-dix ans cesse d'exercer ses fonctions et est admis à la retraite avec pension.

Montant de
la pension.

«**236.** La pension accordée à un juge qui atteint l'âge de soixante-dix ans après avoir exercé sa charge pendant vingt-cinq ans ou celle accordée à un juge qui démissionne après avoir exercé sa charge pendant vingt-cinq ans est égale à soixante-dix pour cent du traitement moyen des cinq années d'exercice de sa charge les mieux rémunérées.

Id., pour
un juge qui
a exercé
ses fonc-
tions moins
de 25 ans.

«**237.** La pension accordée à un juge qui atteint l'âge de soixante-dix ans et qui a exercé sa charge pendant moins de vingt-

cinq ans est égale, par année d'exercice de sa charge, à 2.8% du traitement moyen des cinq années d'exercice les mieux rémunérées ou, s'il a exercé sa charge pendant moins de cinq ans, du traitement de chacune de ces années.

Juge
atteint
d'une inca-
pacité
perma-
nente.

«**238.** Le juge atteint d'une incapacité permanente qui, de l'avis du lieutenant-gouverneur en conseil, l'empêche de remplir de manière satisfaisante les devoirs de sa charge, cesse d'exercer ses fonctions et est admis à la retraite avec pension.

Montant de
la pension.

La pension accordée à ce juge est égale, par année d'exercice de sa charge, à 2.8% du traitement moyen des cinq années d'exercice les mieux rémunérées ou, s'il a exercé sa charge pendant moins de cinq ans, du traitement de chacune de ces années, mais, en aucun cas, cette pension ne peut excéder soixante-dix pour cent de ce traitement.

Incapacité
établie par
Conseil de
la magis-
trature.

Juge admis
à la retraite
après 20
ans de
services.

L'incapacité permanente est établie, après enquête, par le Conseil de la magistrature, à la demande du ministre de la justice.

«**239.** Dans l'intérêt de l'administration de la justice, le lieutenant-gouverneur en conseil peut admettre un juge à la retraite avec pension si ce juge en fait la demande et qu'il a exercé sa charge pendant vingt ans ou plus.

Calcul de
la pension.

Dans ce cas, la pension est calculée sur le traitement moyen des cinq années d'exercice de la charge les mieux rémunérées et elle est égale à:

a) 62.5% du traitement moyen si le juge a exercé sa charge pendant au moins vingt ans;

b) 64% du traitement moyen si le juge a exercé sa charge pendant au moins vingt et un ans;

c) 65.5% du traitement moyen si le juge a exercé sa charge pendant au moins vingt-deux ans;

d) 67% du traitement moyen si le juge a exercé sa charge pendant au moins vingt-trois ans;

e) 68.5% du traitement moyen si le juge a exercé sa charge pendant au moins vingt-quatre ans.

Rembour-
sement des
contribu-
tions ou
pension
différée.

«**240.** Le juge qui, au moment où il cesse d'exercer ses fonctions, n'est pas admis à recevoir une pension en vertu des articles 236 à 239, a droit au remboursement de ses contributions avec les intérêts accrus au taux fixé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil ou à une pension différée établie en la manière prévue au deuxième alinéa de l'article 238 qui lui devient payable à l'âge de soixante-dix ans.

Avis de
choix à la
Commission
adminis-
trative.

Le juge est tenu d'aviser, par écrit, la Commission administrative du régime de retraite du droit qu'il choisit d'exercer dans

les quatre-vingt-dix jours qui suivent la cessation d'exercice de ses fonctions ou, à défaut, il est réputé avoir demandé un remboursement de ses contributions.

Juge admis à exercer des fonctions judiciaires après l'âge de 70 ans.

«**241.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour la période qu'il fixe, autoriser un juge à exercer des fonctions judiciaires après l'âge de soixante-dix ans, s'il estime que le maintien du juge dans ses fonctions peut servir les intérêts de la justice; dans ce cas, la mise à la retraite avec pension a lieu à l'expiration de la période ou à compter de la démission du juge.

Pension au conjoint d'un juge retraité.

«**242.** À compter du décès d'un juge à la retraite, son conjoint a droit à une pension égale à la moitié de la pension qui était accordée au juge.

Montant de la pension.

À compter du décès d'un juge en fonction, son conjoint a droit à une pension égale à la moitié de la pension que le juge aurait reçu s'il avait été admis à sa pension au moment du décès.

Montant de la pension d'un enfant d'un juge.

«**243.** À compter du décès d'un juge en fonction ou à la retraite, l'enfant du juge a droit à une pension égale au cinquième de la pension accordée au conjoint en vertu de l'article 242.

Idem.

Si le juge décédé ne laisse pas de conjoint ou si celui-ci décède subséquemment, l'enfant a droit à une pension égale aux deux cinquièmes de la pension d'un conjoint.

Montant maximum des pensions des enfants.

«**244.** Le montant total des pensions accordées aux enfants en vertu de l'article 243 ne peut, dans le cas du premier alinéa de cet article, excéder les quatre cinquièmes de la pension accordée au conjoint et, dans le cas du deuxième alinéa, les huit cinquièmes de cette pension.

«Conjoint».

«**245.** Pour l'application de la présente partie, le mot «conjoint» désigne, en l'absence d'un conjoint légitime, la personne célibataire ou divorcée qui prouve, à la satisfaction de la Commission administrative du régime de retraite, que pendant les trois ans qui ont précédé immédiatement le décès du juge, elle a vécu avec celui-ci et qu'il l'a représentée comme son conjoint.

Âge maximum de la pension de l'enfant d'un juge.

Pour l'application de la présente partie, n'ont droit à une pension que l'enfant du juge qui est à sa charge, s'il est un mineur jusqu'à sa majorité ou s'il est un majeur jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans pour la période pendant laquelle il fréquente à temps plein une institution d'enseignement ou, s'il souffre d'une incapacité permanente, pour la période de cette incapacité.

Pension viagère, etc.

«**246.** La pension accordée en vertu de la présente partie est viagère, incessible et insaisissable. Elle est de plus payée au moins mensuellement à même le fonds consolidé du revenu.

Versement
de la con-
tribution.

«**247.** Le juge verse au fonds consolidé du revenu, sous forme de retenue, une contribution égale à sept et demi pour cent de son traitement.

Présomp-
tion.

Pour l'application de la Loi sur les impôts, (1972, chapitre 23), les contributions effectuées en vertu du premier alinéa sont réputées être faites en vertu d'un régime enregistré de retraite.

Rémunéra-
tion addi-
tionnelle
exclue.

«**248.** Pour l'application de la présente partie, la pension est calculée sur le traitement fixé conformément à l'article 74 et il n'est pas tenu compte de la rémunération additionnelle versée à un juge en chef, à un juge en chef associé, à un juge en chef adjoint ou à un juge coordonnateur ou de toute autre rémunération versée à un juge en congé sans traitement ou à un juge visé dans les quatrième et cinquième alinéas de l'article 73.

Indexation
pour
pension
annuelle.

«**249.** Le montant d'une pension annuelle versée en vertu de la présente partie est ajusté annuellement par indexation de la manière et à l'époque prescrites conformément à l'article 130 du Régime de rentes du Québec (1965, 1^{re} session, chapitre 24) pour l'ajustement des prestations payables en vertu de ladite loi, de telle sorte que le montant payable pour un mois d'une année subséquente soit égal au produit obtenu en multipliant le montant qui aurait été autrement payable pour le mois par la proportion que représente l'indice des rentes pour cette année subséquente par rapport à l'indice des rentes pour l'année qui la précède.

Indexation
d'une
pension
différée.

Une pension différée est ajustée par indexation en la manière prévue au premier alinéa, mais cet ajustement ne s'applique qu'à compter du 1^{er} janvier qui suit le soixante-dixième anniversaire de naissance du juge.»

Juge
destitué.

«**250.** Un juge qui est destitué n'a droit à aucune pension. Toutefois, il a droit au remboursement de ses contributions avec les intérêts accrus au taux fixé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Rembour-
sement des
contribu-
tions aux
héritiers.

«**251.** Si un juge décède avant d'être admis à la retraite et qu'il ne laisse ni conjoint ni enfant ou s'il a opté suivant l'article 240 pour une pension différée et qu'il décède avant d'y avoir droit, ses héritiers ont droit au remboursement de ses contributions avec les intérêts accrus au taux d'intérêt fixé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Personne
pensionnée
qui exerce
une charge
pour le gou-
vernement.

«**252.** Si une personne admise à une pension en vertu de la présente partie reçoit un traitement pour l'exercice d'une charge sous le gouvernement du Québec, il est déduit de ce traitement une somme égale au montant de la pension.

Années
antérieures
comptées
pour fins
de pension.

«**253.** Si un juge a exercé à une époque antérieure à sa nomination une fonction judiciaire à laquelle était attachée une pension en vertu de la présente partie, les années pendant lesquelles il a exercé cette fonction peuvent lui être comptées pour les fins de sa pension.

Versement
au fonds
consolidé.

Toutefois, le juge qui a obtenu le remboursement de ses contributions ne peut bénéficier du présent article que s'il verse au fonds consolidé du revenu un montant égal aux contributions qui lui ont été remboursées, en la manière et au taux d'intérêt déterminé par règlement.

Règle-
ments.

«**254.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement:

a) déterminer les modalités de paiement des pensions ou des contributions;

b) fixer le taux de calcul de l'intérêt dans les cas visés dans les articles 240, 250 et 251;

c) pour l'application du deuxième alinéa de l'article 253, déterminer les modalités selon lesquelles un juge peut effectuer ses versements au fonds consolidé et le taux d'intérêt qu'il doit acquitter sur ces sommes;

d) déterminer les autres règles nécessaires à l'application de la présente partie et notamment préciser, pour l'application de l'article 245, la portée des expressions «institution d'enseignement» ou «incapacité permanente».

Entrée en
vigueur.

Un règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qui y est fixée.

«SEPTIÈME PARTIE

«LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE, LE PERFECTIONNEMENT
DES JUGES ET LA DÉONTOLOGIE JUDICIAIRE

«CHAPITRE I

«LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE

«SECTION I

«CONSTITUTION

Constitu-
tion.

«**255.** Un organisme, ci-après appelé «conseil», est constitué sous le nom de Conseil de la magistrature.

Compo-
sition.

«**256.** Le conseil est formé de treize membres, soit:

a) le juge en chef de la Cour provinciale, qui en est le président, et le juge en chef associé de cette cour;

b) le juge en chef et le juge en chef associé du Tribunal de la jeunesse;

c) le juge en chef et le juge en chef associé de la Cour des sessions de la paix;

d) l'un des juges en chef des cours municipales de Laval, de Montréal ou de Québec;

e) deux juges choisis parmi les juges de la Cour provinciale, de la Cour des sessions de la paix ou du Tribunal de la jeunesse et nommés après consultation d'un organisme représentatif des juges de ces cours;

f) deux avocats nommés après consultation du Barreau du Québec; et

g) deux personnes, qui ne sont ni juges ni avocats, nommées après consultation du Conseil consultatif de la justice.

Nomi-
nation de
membres.

«**257.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme les membres du conseil visés dans les paragraphes *d* à *g* de l'article 256. Il désigne aussi le vice-président du conseil parmi les membres.

Mandat.

Le mandat des membres du conseil nommés en vertu du premier alinéa est d'au plus trois ans; à l'expiration de leur mandat, ces membres restent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

Allocation
de présence
et rem-
boursement
de frais.

«**258.** Les membres du conseil, sauf les juges, ont droit à une allocation de présence et au remboursement des frais justifia-

bles engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions, suivant les modalités et pour le montant fixés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Indemnité. Les juges ont néanmoins droit à l'indemnité prévue par l'article 124.

Quorum. «**259.** Le quorum du conseil est de sept membres dont le président ou le vice-président, l'un des membres visés dans le paragraphe *f* de l'article 256 et l'un des membres visés dans le paragraphe *g* dudit article.

Réunions. «**260.** Le conseil se réunit aussi souvent que nécessaire, sur convocation du président.

Huis clos. Il peut siéger à huis clos et tenir ses séances à tout endroit au Québec.

Régie interne. «**261.** Le conseil peut faire des règlements pour sa régie interne ou pour établir des comités et déterminer leurs fonctions.

Procès-verbaux. «**262.** Les procès-verbaux des séances du conseil ou de l'un de ses comités sont authentiques s'ils sont approuvés par les membres du conseil ou du comité, selon le cas; il en est de même des documents ou des copies émanant du conseil ou faisant partie de ses archives s'ils sont certifiés conforme par le président ou le secrétaire.

Secrétaire et personnel. [[«**263.** Le secrétaire et les autres membres du personnel du conseil sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).]]

«SECTION II

«LES FONCTIONS DU CONSEIL

Fonctions. «**264.** Le conseil a pour fonctions:

a) d'organiser, conformément au chapitre II de la présente partie, des programmes de perfectionnement des juges;

b) d'adopter, conformément au chapitre III de la présente partie, un code de déontologie de la magistrature;

c) de recevoir et d'examiner toute plainte formulée contre un juge auquel s'applique le chapitre III de la présente partie;

d) de favoriser l'efficacité et l'uniformisation de la procédure devant les tribunaux;

e) de recevoir les suggestions, recommandations et demandes qui lui sont faites relativement à l'administration de la justice, de

les étudier et de faire au ministre de la justice les recommandations appropriées; et

f) de coopérer, suivant la loi, avec tout organisme qui, à l'extérieur du Québec, poursuit des fins similaires.

«CHAPITRE II

«LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES

Programmes d'information, etc., de recyclage des juges.

«**265.** Le conseil établit des programmes d'information, de formation, de perfectionnement ou de recyclage des juges des cours relevant de l'autorité législative du Québec et nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Élaboration des programmes, etc.

«**266.** Le conseil détermine les besoins, élabore les programmes et en fixe les modalités d'application; il peut, à cette fin, agir en collaboration avec le Barreau du Québec, les facultés de droit et le ministère de la justice.

Autorisation du ministre pour des dépenses.

«**267.** Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les montants au-delà desquels l'approbation du ministre de la justice est requise pour que le conseil puisse faire une dépense dans l'application du présent chapitre.

«CHAPITRE III

«LA DÉONTOLOGIE JUDICIAIRE

«SECTION I

«DISPOSITION GÉNÉRALE

Application.

«**268.** Le présent chapitre s'applique à un juge nommé en vertu de la présente loi, sauf si ce juge est en congé sans traitement et qu'il exerce principalement des fonctions autres que judiciaires.

Idem.

Il s'applique également à un juge des cours municipales de Laval, de Montréal et de Québec et à un juge de paix nommé suivant l'article 196 si l'acte de nomination indique que l'article 198a s'applique à ce juge de paix.

«SECTION II

«LE CODE DE DÉONTOLOGIE

Code de déontologie.

«**269.** Le conseil adopte, par règlement, un code de déontologie de la magistrature.

Assemblée
des juges.

Toutefois, il doit au préalable convoquer une assemblée des juges auxquels le code de déontologie s'applique afin de les consulter sur le projet de règlement.

Appro-
bation.

Un règlement adopté en vertu du présent article est soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil qui peut, s'il le juge nécessaire, lui apporter des modifications.

Entrée en
vigueur.

Il entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qui y est fixée.

Contenu.

«**270.** Le code de déontologie détermine les règles de conduite et les devoirs des juges envers le public, les parties à une instance et les avocats et il indique notamment les actes ou les omissions dérogatoires à l'honneur, à la dignité ou à l'intégrité de la magistrature et les fonctions ou les activités qu'un juge peut exercer à titre gratuit malgré le premier alinéa de l'article 73.

«SECTION III

«L'EXAMEN DES PLAINTES

Objets
d'une
plainte.

«**271.** Le conseil reçoit et examine une plainte portée par le ministre de la justice, un juge en chef, un juge en chef associé, un juge en chef adjoint ou toute autre personne, reprochant à un juge:

a) de ne pas avoir rempli ses fonctions de manière satisfaisante;

b) de s'être mis dans une situation telle qu'il ne peut remplir ses fonctions de manière satisfaisante;

c) de s'être rendu coupable de mauvaise conduite; ou

d) d'avoir contrevenu au code de déontologie.

Contenu.

«**272.** Une plainte est adressée par écrit au secrétaire du conseil et relate les faits reprochés au juge et les autres circonstances pertinentes.

Informa-
tions
nécessaires.

«**273.** Le conseil examine la plainte; il peut, à cette fin, requérir de toute personne les informations qu'il estime nécessaires.

Copie de la
plainte.

«**274.** Le conseil communique au juge une copie de la plainte; il peut requérir de ce juge des explications.

Plainte
non-
fondée.

«**275.** Si le conseil, après l'examen d'une plainte, constate que celle-ci n'est pas fondée, il en avise le plaignant et lui indique ses motifs.

Enquête. «**276.** Le conseil peut, après l'examen d'une plainte, décider de faire enquête. Il est tenu cependant de faire enquête si la plainte est portée par le ministre de la justice ou si ce dernier lui fait une demande conformément aux articles 94a ou 238.

«SECTION IV

«L'ENQUÊTE

Comité. «**277.** Pour mener l'enquête sur une plainte, le conseil établit un comité formé de cinq personnes choisies parmi ses membres et il désigne parmi elles un président.

Quorum. Le quorum du comité est de trois personnes.

Réunions. «**278.** Le comité se réunit aussi souvent que nécessaire, sur convocation de son président.

Copie de la plainte, etc. «**279.** Le comité communique au juge une copie de la plainte ou de la demande du ministre de la justice faite conformément aux articles 94a ou 238.

Convocations du comité. Dans les trente jours qui suivent la communication de la plainte, le comité convoque le juge concerné, le ministre de la justice et le plaignant, pour procéder à l'enquête et à l'audition.

Audition. «**280.** Le comité entend les parties, leur procureur ou leur représentant ainsi que leurs témoins.

Convocation de témoins. Il peut s'enquérir des faits pertinents et convoquer toute personne apte à témoigner sur ces faits.

Interrogatoire. Les témoins peuvent être interrogés ou contre-interrogés par les parties.

Pouvoirs et immunités. «**281.** Les membres du comité sont investis, aux fins d'une enquête, des pouvoirs et immunités des commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

Récusation d'un membre du comité. «**282.** Une partie à l'enquête peut demander la récusation d'un membre du comité pour l'une des causes prévues par les articles 234 et 235 du Code de procédure civile.

Obligation de dévoiler. De plus, un membre du comité, s'il connaît en sa personne une cause valable de récusation, est tenue de la déclarer.

Règles de procédure, etc. «**283.** Le comité peut adopter des règles de procédure ou de pratique pour la conduite d'une enquête.

Art. 34. Cet article prévoit une disposition transitoire compte tenu que la Loi des tribunaux judiciaires prévoit deux postes de juges en chef des sessions.

Art. 35. Cet article est de transition et il vise à maintenir les traitements des juges pendant la période nécessaire pour l'adoption d'un règlement fixant

Ordonnances de procédure. Sil est nécessaire, le comité ou l'un de ses membres rend, en s'inspirant du Code de procédure civile, les ordonnances de procédure nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Suspension d'un juge. «**284.** Le conseil peut, après consultation du ministre de la justice, suspendre un juge pendant la durée d'une enquête sur lui.

Rapport d'enquête et recommandations. «**285.** Le comité soumet son rapport d'enquête et ses recommandations au conseil. Il en transmet copie au ministre de la justice.

Plainte non-fondée. «**286.** Si le rapport d'enquête établit que la plainte n'est pas fondée, le conseil en avise le juge concerné, le ministre de la justice et le plaignant. Cet avis est motivé.

«**287.** Si le rapport d'enquête établit que la plainte est fondée, le conseil, suivant les recommandations du rapport d'enquête,

a) réprimande le juge; ou

b) recommande au ministre de la justice et procureur général de présenter une requête à la Cour d'appel conformément à l'article 76 et de suspendre le juge, avec ou sans traitement, pour la période que le conseil détermine.

Requête à la Cour d'appel. «**288.** Si le ministre de la justice et procureur général présente, conformément à l'article 76, une requête à la Cour d'appel, il peut, dans cette requête, demander que le juge soit suspendu de sa charge avec ou sans traitement, jusqu'au rapport de la cour.

Services d'un avocat. «**289.** Le conseil peut retenir les services d'un avocat pour assister le comité dans la conduite de son enquête.

«CHAPITRE IV

«DISPOSITIONS DIVERSES

Sommes requises. [[«**290.** Les sommes requises pour l'application de la présente partie sont prises à même le fonds consolidé du revenu.»]]

Nomination d'un juge en chef associé de la Cour des sessions interdite. «**34.** Le lieutenant-gouverneur en conseil ne peut nommer un juge en chef associé de la Cour des sessions de la paix avec résidence à Québec selon l'article 72a de la Loi des tribunaux judiciaires, édicté par l'article 4 de la présente loi, tant que le juge en chef des sessions résidant dans la ville de Québec, en fonction lors de l'entrée en vigueur dudit article 72a, ne sera pas admis à la retraite.

Traitement continué. «**35.** Un juge de la Cour des sessions de la paix, du Tribunal de la jeunesse ou de la Cour provinciale reçoit le traitement auquel

leur rémunération. Il reconnaît également les droits acquis aux juges en chef et juges en chef adjoints ayant exercé cette charge pendant dix ans.

Art. 36. Cet article est de transition et il prévoit que les juges en chef adjoint de la Cour provinciale et du Tribunal de la jeunesse deviennent les juges en chef associés de ces cours.

Art. 37. Cet article prévoit que les juges de la Cour des sessions, de la Cour provinciale et du Tribunal de la jeunesse en fonction lors du dépôt du projet peuvent opter pour que le nouveau régime de retraite s'applique à eux.

Art. 38. Cet article établit une règle transitoire concernant la pension et il garantit au juge qui opte pour le nouveau régime de retraite une rente égale à celle qu'il aurait reçu dans le régime actuel.

il a droit lors de la sanction de la présente loi jusqu'à l'entrée en vigueur d'un règlement adopté en vertu de l'article 74 de la Loi des tribunaux judiciaires, édicté par l'article 5 de la présente loi.

Traitement
et rémuné-
ration
addition-
nelle du
juge en
chef
adjoint.

En outre, si ce juge est juge en chef ou juge en chef adjoint ou s'il en a le statut depuis au moins dix ans ou s'il a déjà exercé une telle charge pendant au moins dix ans, il a droit de recevoir, jusqu'à ce qu'il démissionne ou soit admis à la retraite, le traitement qu'un juge en chef reçoit lors de la sanction de la présente loi et dès l'entrée en vigueur d'un règlement adopté en vertu de l'article 74 de la Loi des tribunaux judiciaires, édicté par l'article 5 de la présente loi, il a droit de recevoir en sus du traitement de juge le montant de la rémunération additionnelle attachée à la fonction de juge en chef ou de juge en chef associé.

Juges en
chef asso-
ciés du
tribunal de
la jeunesse
et de la
Cour
provinciale.

36. Dès l'entrée en vigueur des articles 104 et 118 de la Loi des tribunaux judiciaires, édictés par les articles 16 et 24 de la présente loi, le juge en chef adjoint du Tribunal de la jeunesse et le juge en chef adjoint de la Cour provinciale deviennent, de plein droit, juges en chef associés de ces cours.

Option
permise à
certains
juges.

37. Sous réserve des articles 38 à 42, la sixième partie de la Loi des tribunaux judiciaires, édictée par l'article 33 de la présente loi, s'applique à compter du (*insérer ici la date du dépôt du présent projet de loi*), à un juge de la Cour des sessions de la paix, du Tribunal de la jeunesse ou de la Cour provinciale nommé avant cette date et en fonction à cette date, si au plus tard le 1^{er} janvier 1979, il opte pour le régime de retraite prévu par cette sixième partie en avisant par écrit la Commission administrative du régime de retraite à cet effet.

Option
prohibée.

Un juge du Tribunal de la jeunesse qui transmet au ministre de la justice l'avis prévu par l'article 116a de la Loi des tribunaux judiciaires, édicté par l'article 145 du chapitre 20 des lois de 1977, ne peut faire l'option prévue par le premier alinéa.

Transfert
d'années de
service
dans le
régime de
retraite.

38. Le juge qui a fait l'option prévue par l'article 37 transfère, dans le régime de retraite établi par la sixième partie de la Loi des tribunaux judiciaires, le nombre d'année d'exercice de sa charge qui est requis, lors de l'option, pour acquérir, dans ce régime, une rente d'une valeur d'au moins \$20,480; dans le cas d'un juge qui, lors de l'option, est juge en chef ou juge en chef adjoint ou en a le statut depuis au moins dix ans ou qui, lors de l'option, a déjà exercé une telle charge pendant au moins dix ans, la valeur de la rente ainsi acquise est de \$23,040.

Pension
minimum.

En aucun cas, cependant, le juge qui a ainsi opté ne peut recevoir, au moment où il est admis à prendre sa retraite, une pension inférieure à celle qu'il aurait reçue s'il n'avait pas fait cette option.

Art. 39. *Cet article établit une règle concernant pour les fins de la pension le rachat des années d'exercice de la charge de juge antérieures à l'option.*

Art. 40. *Cet article établit des règles pour le paiement des années rachetées.*

Art. 41. *Cet article prévoit que la dette contractée par le juge en vertu de l'article 39 s'éteint avec le décès du juge.*

Art. 42. *Cet article est de concordance.*

Art. 43. *Cet article indique que les contributions au nouveau régime de retraite ne deviennent payables qu'à compter du 1^{er} janvier 1979.*

Art. 44. *Cet article est de concordance.*

Art. 45. *Cet article est de concordance; il reconnaît au Code de procédure civile, la juridiction civile du Tribunal de la jeunesse.*

Art. 46. *Cet article est de concordance.*

Rachat de la valeur des années d'exercice.

39. Le juge qui fait l'option prévue par l'article 37 peut, pour augmenter la valeur de la pension qui lui sera versée, racheter la valeur des années d'exercice de sa charge qui excèdent le nombre d'années visées dans le premier alinéa de l'article 38 au plus tard le 1^{er} juillet 1979.

Maximum des années transférables ou rachetables.

Toutefois, en aucun cas, le total des années transférées en vertu de l'article 38, des années rachetées en vertu du présent article et des années d'exercice de la charge que le juge doit compléter jusqu'à ce qu'il ait exercé sa charge pendant vingt-cinq ans ou qu'il atteigne l'âge de soixante-dix ans ne peut excéder vingt-cinq années.

Coût du rachat pour une année.

40. Le coût du rachat prévu par l'article 39 est égal à 7.5% de \$42,240 pour chacune des années de service à racheter.

Paiement du rachat.

Le paiement du montant ainsi établi peut être effectué sur une période d'au plus dix ans après entente entre le juge et la Commission administrative du régime de retraite; dans ce cas, la dette contractée par le juge porte intérêt à un taux de 6% par année.

Dette éteinte.

41. La dette contractée par un juge en vertu de l'article 40 s'éteint avec son décès.

Calcul des années pour fins de pension dans le cas d'option.

42. Un juge qui fait l'option prévue par l'article 37 ne peut compter pour l'application de l'article 239 de la Loi des tribunaux judiciaires, édicté par l'article 33 de la présente loi, que les années pendant lesquelles il a exercé sa charge depuis l'option et celles dont il a effectué le rachat conformément aux articles 39 et 40, jusqu'à la valeur des montants qu'il a acquittés.

Contribution au régime de retraite facultative.

43. Malgré l'article 248 de la Loi des tribunaux judiciaires, édicté par l'article 33 de la présente loi, aucun juge n'est tenu de verser une contribution au régime de retraite établi par la sixième partie de ladite loi avant le 1^{er} janvier 1979.

Juges en chef de la Cour des sessions.

44. Malgré l'article 256 de la Loi des tribunaux judiciaires, édicté par l'article 33 de la présente loi, les deux juges en chef de la Cour des sessions de la paix deviennent membres du Conseil de la magistrature dès l'entrée en vigueur de cet article.

C.p.c., a. 22, mod.

45. L'article 22 du Code de procédure civile est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par les suivants:

- «d) le Tribunal de la jeunesse;
- e) les cours municipales.»

Id., a. 23, remp.

46. L'article 23 dudit code est remplacé par le suivant:

Art. 47. La modification proposée a pour effet de porter les appels des jugements rendus dans le district de Témiscamingue à Québec.

Art. 48. Cet article est de concordance.

Art. 49. Cet article est de concordance.

Art. 50. Cet article est de concordance et donne droit au président et au vice-président du tribunal de l'expropriation à la même rémunération additionnelle et le cas échéant à la même pension que la loi attribue au juge en chef de la Cour provinciale.

Art. 51. Cet article est de concordance et prévoit les modalités d'application du régime de retraite proposé aux juges des cours municipales de Laval, de Montréal et de Québec qui ont, en raison des chartes de ces villes, la même pension que celle des juges des sessions.

«**23.** La juridiction de la Cour d'appel, de même que celle de la Cour supérieure et de la Cour provinciale s'étendent à toute la province; celle du Tribunal de la jeunesse ou d'une cour municipale est limitée à un territoire ou à des districts judiciaires déterminés.»

Id., a. 30,
remp.

47. L'article 30 dudit code, modifié par l'article 12 du chapitre 10 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

«**30.** Les appels des jugements rendus dans les districts de Beauharnois, Bedford, Drummond, Hull, Iberville, Joliette, La-belle, Montréal, Pontiac, Richelieu, Saint-François, Saint-Hya-cinthe et Terrebonne sont portés devant la Cour d'appel siégeant à Montréal; les appels des jugements rendus dans les autres dis-tricts sont portés à Québec.»

Id., a. 36a,
aj.

48. Ledit code est modifié par l'insertion, après l'article 36, de ce qui suit:

«SECTION IVA

«DU TRIBUNAL DE LA JEUNESSE

«**36a.** La compétence du Tribunal de la jeunesse et la pro-cédure qui doit y être suivie sont déterminées par des lois particu-lières.»

1972, c. 55,
a. 53, remp.

49. La Loi des transports (1972, chapitre 55) est modifiée par le remplacement de l'article 53 par le suivant:

Président
et
substitués.

«**53.** Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un des juges du Tribunal des transports comme président du tribunal et deux autres juges de la Cour provinciale comme substituts des autres membres.»

1973, c. 38,
a. 4, remp.

50. La Loi de l'expropriation (1973, chapitre 38) est modifiée par le remplacement de l'article 4 par le suivant:

Président
et vice-
président.

«**4.** Le président et le vice-président du tribunal ont le même statut et ont droit aux mêmes traitements, rémunération addition-nelle, allocations, et le cas échéant, à la même pension que la loi attribue au juge en chef de la Cour provinciale.»

Option par
juge de la
Cour
municipale
de Laval,
etc.

51. Un juge de la Cour municipale de Laval, de Montréal ou de Québec nommé avant le (*insérer ici la date du dépôt du présent projet de loi*) et en fonction à cette date peut opter pour que le régi-me de retraite prévu par la sixième partie de la Loi des tribunaux judiciaires lui soit applicable à compter du (*insérer ici la date du*

dépôt du présent projet de loi) en donnant avis de son option au greffier ou au gérant de la ville concernée avant le 1^{er} janvier 1979.

Disposi-
tions appli-
cables.

Les articles 38 à 43 de la présente loi s'appliquent, en les adaptant, à ce juge et la contribution visée dans l'article 247 de la Loi des tribunaux judiciaires est versée à la ville concernée laquelle administre le régime pour les juges de la Cour municipale.

Entrée en
vigueur.

52. La présente loi entrera en vigueur en tout ou en partie à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil ou à une autre date ultérieure qui y sera fixée.